



## MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

### MARCHE D'ACHAT DE PRESTATIONS D'EXPLOITATION FORESTIÈRE

#### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCATP)

#### APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

#### ACCORD-CADRE A EXECUTION MIXTE n° 2025-8692-002

#### Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations d'exploitation forestière avec abattage manuel, débardage, câblage/sécurisation et fabrication de mètres cubes apparents dans les forêts domaniales de l'agence de Schirmeck (67).

#### Pouvoir adjudicateur

Office national des forêts  
Direction territoriale Grand Est  
Agence de Schirmeck

#### Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est M Christophe FOTRE, Directeur Territorial Grand-Est de l'Office national des forêts.

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR</b>	<b>3</b>
1.1.	POUVOIR ADJUDICATEUR	3
1.2.	PERSONNE SIGNATAIRE DE L'ACCORD-CADRE	3
1.3.	PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DE L'ACCORD-CADRE	3
1.4.	SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS	3
<b>2</b>	<b>OBJET DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>3</b>
<b>3</b>	<b>CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>4</b>
3.1.	FORME DE L'ACCORD-CADRE	4
3.2.	DECOMPOSITION EN LOTS	4
3.3.	MODALITE D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	5
3.4.	INTEGRATION DE NOUVEAUX TITULAIRES	6
3.5.	SOUS-TRAITANCE	6
3.6.	PRESTATIONS SIMILAIRES	7
<b>4</b>	<b>DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>7</b>
4.1.	ACCORD-CADRE	7
4.2.	MARCHE SUBSEQUENT	7
<b>5</b>	<b>CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>7</b>
5.1.	EQUIPEMENT DE PROTECTION INDIVIDUELLE	7
5.2.	SIGNALEMENT ET SIGNALISATION TEMPORAIRE	7
5.3.	EXECUTION PAR EMISSION DE BONS DE COMMANDE	8
5.4.	EXECUTION PAR REMISE EN CONCURRENCE DES TITULAIRES	8
5.5.	SOLLICITATION EXCEPTIONNELLE	10
5.6.	MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS	10
5.7.	EVALUATION DES CHANTIERS	10
<b>6</b>	<b>PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT</b>	<b>10</b>
6.1.	UNITE MONETAIRE	10
6.2.	FORME ET CONTENU DES PRIX	10
6.3.	VARIATION DANS LES PRIX	10
6.4.	MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	11
<b>7</b>	<b>PENALITES</b>	<b>12</b>
7.1.	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	12
7.2.	RETARD IMPUTABLE A L'ONF	12
<b>8</b>	<b>DROIT, LANGUE</b>	<b>12</b>
<b>9</b>	<b>ASSURANCE</b>	<b>13</b>
<b>10</b>	<b>PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL</b>	<b>13</b>
10.1.	TRAVAILLEURS ETRANGERS	13
10.2.	TRAVAIL CLANDESTIN	13
10.3.	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES	13
10.4.	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR	13
<b>11</b>	<b>CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES</b>	

## **1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

### **1.1. Pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur est l'Office national des forêts, Direction territoriale Grand-Est - Agence territoriale de Schirmeck, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 03798 dont le siège est 2 rue de la Forêt – 67131 SCHIRMECK Cedex.

### **1.2. Personne signataire de l'accord-cadre**

La personne signataire de l'accord-cadre est M Christophe FOTRE, Directeur Territorial Grand-Est de l'Office national des forêts

### **1.3. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre**

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est le directeur de l'agence de Schirmeck agissant en vertu de la délégation de pouvoir n° 2021.01 du 18 janvier 2021 accordée par le Directeur général de l'O.N.F. aux directeurs territoriaux et à sa subdélégation par le directeur territorial Grand-Est aux directeurs d'agence en ce qui concerne les marchés de services forestiers :

Monsieur Cédric FICHT – Directeur de l'agence de Schirmeck  
2 rue de la Forêt – 67131 SCHIRMECK Cedex  
Téléphone : 06. 15. 11.48.48  
Email : [cedric.ficht@onf.fr](mailto:cedric.ficht@onf.fr)

### **1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre juridique, administratif et technique peuvent être obtenus**

Le service habilité à donner des renseignements d'ordre administratif et juridique est le Service Achat - Direction Territoriale Grand-Est, groupe Est – 14 rue du Maréchal Juin – 67084 STRASBOURG cedex – Tél. 03 88 11 31 69 – Courriel : [achats.grand-est@onf.fr](mailto:achats.grand-est@onf.fr).

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique est Denis MOURON, responsable du service travaux de l'agence de Schirmeck – 2 rue de la Forêt – 67 131 SCHIRMECK Cedex – Tél : 06. 09. 15. 76. 20 – Courriel : [denis.mouron@onf.fr](mailto:denis.mouron@onf.fr)

### **1.5. Comptable assignataire des paiements et personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)**

Le comptable assignataire des paiements et personne habilitée à donner les renseignements prévus est l'Agent comptable secondaire au siège de la direction territoriale.

Mme Christine SCHMITT  
Cité administrative - 14 rue du Maréchal Juin  
CS 50016 - 67084 STRASBOURG cedex  
Téléphone 06 23 24 61 59 – Email : [christine.schmitt@onf.fr](mailto:christine.schmitt@onf.fr)

## **2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

L'objet de cet accord-cadre et des marchés subséquents qui seront conclus sur son fondement concerne la réalisation de prestations d'exploitation forestière avec abattage manuel, débardage, câblage/sécurisation et fabrication de stères dans les forêts domaniales de l'agence de Schirmeck (67).

L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Générales d'Achats des prestations d'exploitation forestière en forêt publique dans sa version 9200-17-DCC-BOI-003 - version F – mai 2022.

### 3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

#### 3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à exécution mixte s'exécutant par bons de commandes et par marchés subséquents en application des articles L.2125-1 alinéa 1 et R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique.

#### 3.2. Décomposition en lots

La consultation est constituée de 24 lots, chacun donnant lieu à un marché, décrits ci-dessous :

- 23 lots exécutés à exécution mixte : lots n°1 à 23
- Un (1) lot à marchés subséquents : lot n° 24

Lots	Prestations Principales	Prestations complémentaires	Quantité annuelle cible de commande	Montant annuel maximale de commande (€)	Lieux d'exécution	Responsables travaux d'exploitation
1	Abattage manuel / Débardage	Cubage/classement Câblage/sécurisation Bûcheron à l'heure Débardage à l'heure Façonnage de stères	1 000 (M3E ou M3U)	124 000	FD Saint Nabor	Ivan DIETRICH
2	Abattage manuel / Débardage	Cubage/classement Câblage/sécurisation Bûcheron à l'heure Débardage à l'heure	1 600 (M3E ou M3U)	198 400	FD Andlau-Lilsbach / FD Honcourt / FD Fouchy-Urbeis / FD Bernstein	Etienne LEY
3	Abattage manuel / Débardage	Cubage/classement Câblage/sécurisation Bûcheron à l'heure Débardage à l'heure	1 000 (M3E ou M3U)	124 000	FD Hohwald- Ungersberg	Etienne LEY
4	Abattage manuel / Débardage	Cubage/classement Câblage/sécurisation Bûcheron à l'heure Débardage à l'heure	800 (M3E ou M3U)	99 200	FD Hohwald- Zundelkopf / FD Champ du Feu	Etienne LEY
5	Abattage manuel / Débardage	Cubage/classement Câblage/sécurisation Bûcheron à l'heure Débardage à l'heure	4 000 (M3E ou M3U)	496 000	FD La Vancelle	Etienne LEY
6	Abattage manuel / Débardage	Cubage/classement Câblage/sécurisation Bûcheron à l'heure Débardage à l'heure	2 100 (M3E ou M3U)	260 400	FD Engenthal	Pierre LEY
7	Abattage manuel / Débardage	Cubage/classement Câblage/sécurisation Bûcheron à l'heure Débardage à l'heure	4 000 (M3E ou M3U)	496 000	FD La Mossig	Pierre LEY
8	Abattage manuel / Débardage	Cubage/classement Câblage/sécurisation Bûcheron à l'heure Débardage à l'heure	8 800 (M3E ou M3U)	1 091 200	FD Saverne	Pierre LEY
9	Abattage manuel / Débardage	Cubage/classement Câblage/sécurisation Bûcheron à l'heure Débardage à l'heure	16 500 (M3E ou M3U)	2 046 000	FD Haslach / FD Donon / FD Lutzelhouse	Mathilde WENDLING
10	Débardage	Câblage/sécurisation Débardage à l'heure	2 000 (M3E ou M3U)	80 000	FD Andlau-Lilsbach / FD Honcourt / FD Fouchy-Urbeis / FD Bernstein / FD Hohwald- Ungersberg	Etienne LEY
11	Débardage	Câblage/sécurisation Débardage à l'heure	600 (M3E ou M3U)	30 000	FD Hohwald- Zundelkopf / FD Champ du Feu	Etienne LEY
12	Débardage	Câblage/sécurisation Débardage à l'heure	1 000 (M3E ou M3U)	44 000	FD La Vancelle	Etienne LEY
13	Débardage	Câblage/sécurisation Débardage à l'heure	1 950 (M3E ou M3U)	85 800	FD La Mossigs	Pierre LEY
14	Débardage	Câblage/sécurisation Débardage à l'heure	5 000 (M3E ou M3U)	220 000	FD Saverne	Pierre LEY
15	Débardage	Câblage/sécurisation Débardage à l'heure	7 600 (M3E ou M3U)	334 400	FD Haslach / FD Donon / FD Lutzelhouse	Mathilde WENDLING

16	Fabrication de mètres cubes apparents	-	60 M3A	12 000	FD St Nabor	Ivan DIETRICH
17	Fabrication de mètres cubes apparents	-	150 M3A	22 000	FD Lutzelhouse	Mathilde WENDLING
18	Fabrication de mètres cubes apparents	-	780 M3A	102 960	FD Donon	Mathilde WENDLING
19	Fabrication de mètres cubes apparents	-	700 M3A	92 400	FD Haslach	Mathilde WENDLING
20	Fabrication de mètres cubes apparents	-	750 M3A	99 000	FD UT Val de Villé	Etienne LEY
21	Fabrication de mètres cubes apparents	-	300 M3A	44 000	FD La Mossig	Pierre LEY
22	Fabrication de mètres cubes apparents	-	900 M3A	118 800	FD Saverne	Pierre LEY
23	Fabrication de mètres cubes apparents	-	60 M3A	12 000	FD UT Sélestat	Christian ROZET
24	Toutes prestations confondues	-	-	-	Forêts domaniales de l'agence de Schirmeck	Denis MOURON

Le marché global tous lots confondus et sur toute sa durée ne dépassera pas 24 999 999 €.

### **3.3. Modalité d'exécution de l'accord-cadre**

#### **3.3.1. Lots n° 1 à 23**

Les lots 1 à 23 font l'objet d'une exécution mixte :

- par bons de commande tant que les prestations à réaliser rentrent dans l'application des critères de pondération des prix de base prévus à l'acte d'engagement ;
- par remise en concurrence du (es) titulaire(s) du lot
  - o lorsque l'application desdits coefficients ne permet pas de traduire la complexité de la prestation à réaliser ;
  - o lorsque les prestations sont à réaliser dans un contexte particulier (crise sanitaire, accident climatique...) ou avec des contraintes sur les délais d'exécution qui ne permettent pas au titulaire de réaliser ces prestations aux prix de base chiffrés au bordereau de prix unitaires.
  - o lorsque les prestations demandées ne sont pas prévues au bordereau des prix unitaires ;
  - o lorsque en application de l'article 5.3, il y a nécessité de fixer de nouveaux prix.

Pour les prestations faisant l'objet d'une remise en concurrence, le(s) prix indiqué(s) au bordereau des prix unitaires ne s'applique(nt) pas et le titulaire chiffre librement la prestation demandée.

#### **3.3.2. Lot n° 24**

Le lot n°24 s'exécute uniquement par marchés subséquents. Il est mis en œuvre uniquement lorsque le(s) titulaire(s) des lots à exécution mixte n'est (ne sont) pas disponible(s) pour réaliser les prestations commandées.

Le lot est composé automatiquement de tous les attributaires des autres lots de l'accord-cadre.

Pour s'assurer de la meilleure réponse possible aux remises en compétition d'une part et de la disponibilité d'une ETF pour la réalisation des chantiers d'autre part, ce lot pourra être complété, tout au long de la durée de l'accord-cadre, par des ETF extérieures à l'accord-cadre.

#### **3.3.3. Modalités d'attribution des bons de commandes**

Dans le cadre des quantités minimale et maximale imparties sur les lots multi-attributaires, les bons de commande seront adressés aux titulaires comme suit :

N° du lot	Pourcentage de commande par titulaire
Lot 2	50 %
Lot 3	50 %
Lot 4	50 %
Lot 5	25 %
Lot 6	33 %
Lot 7	25 %
Lot 8	20 %
Lot 9	6.6 %
Lot 10	50 %
Lot 11	50 %

N° du lot	Pourcentage de commande par titulaire
Lot 12	50 %
Lot 13	33 %
Lot 14	20 %
Lot 15	12.5 %
Lot 18	33 %
Lot 19	50 %
Lot 20	25 %
Lot 21	50 %
Lot 22	33 %

Néanmoins, dans l'hypothèse d'un nombre de soumissionnaires insuffisant ne permettant pas de retenir le nombre de titulaires annoncés à l'article 3.3 du règlement de la consultation, la clé de répartition sera la suivante :

Pourcentage de commande par titulaire =  $100 / N$  (avec  $N$  = nombre de titulaires du lot)

### 3.3.4. Modalités d'attribution des marchés subséquents

Les attributaires de l'accord-cadre seront remis en concurrence dans les conditions qui seront précisées dans le règlement de consultation de chaque marché subséquent.

Le pouvoir adjudicateur attribuera chaque marché subséquent au candidat ayant formulé l'offre la moins disante.

### 3.4. Intégration de nouveaux titulaires

De nouveaux titulaires pourront intégrer le lot n°24.

Pour ce faire le titulaire entrant devra présenter un dossier contenant tous les documents suivants :

- les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- une attestation d'assurance responsabilité civile, un relevé d'identité bancaire ou postal et un extrait d'inscription au registre du commerce ou au registre des métiers,
- La fiche de renseignement complétée.

### 3.5. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

La déclaration et l'acceptation du sous-traitant se fera dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique.

### 3.6. Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

## 4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

### 4.1. Accord-cadre

- l'acte d'engagement- bordereau des prix unitaires au présent marché ;
- le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- le cahier national des prescriptions d'exploitation forestière (CNPEF) et les clauses générales d'achat de prestations d'exploitation forestière en forêt publique (CGA) dans sa version 9200-17-DCC-BOI-003 - version F – mai 2022 ;
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;

A noter, les clauses générales d'achat des prestations d'exploitation forestière en forêt publique et le cahier national des prescriptions d'exploitation forestière, étant réputés connus par les opérateurs économiques et n'étant pas matériellement joints au dossier de consultation, sont disponibles sur le site internet <https://www.onf.fr/onf/recherche/+2f::ventes-de-bois-et-achat-de-services-dexploitation-forestiere-ce-que-dit-la-loi.html>

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

### 4.2. Marché subséquent

- Les marchés subséquents sont conclus sur la base de l'accord-cadre,
- Le bordereau de prix unitaires est joint aux marchés subséquents,

## 5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

### 5.1. Equipement de protection individuelle

Conformément aux articles R717-83 à R717-83-2 du code rural et de la pêche maritime, le port des Equipements de Protection Individuelle est impératif et obligatoire.

Les intervenants non pourvus des EPI seront exclus du chantier jusqu'à correction de la situation.

Les manquements répétés entraîneront des pénalités ou la résiliation du contrat.

Conformément à l'article R717-78-13 du code rural et de la pêche maritime, le titulaire met à la disposition de ses salariés sur le chantier une trousse de premiers soins dans un lieu identifié.

Elle doit être périodiquement contrôlée et contient notamment :

- un tire-tique ;
- des pansements compressifs.

### 5.2. Signallement et signalisation temporaire

Conformément à l'article R. 718-27 du code rural et de la pêche maritime, le titulaire doit signaler le chantier à l'inspection du travail et en mairie si le volume du chantier fait plus de 500 m<sup>3</sup> en mécanisé ou 100 m<sup>3</sup> en manuel, au regard de la réglementation sur le travail dissimulé. Il doit par la suite déposer un panneau avec le nom, la dénomination sociale de l'entreprise et son adresse.

Conformément aux articles R. 717-77 à R. 717-85 du code rural et de la pêche maritime et à l'instruction technique SG/SAFSL/SDTPS/2018-79 du 26/01/2018 relatives aux règles d'hygiène et de sécurité sur les chantiers forestiers et sylvicoles ([info.agriculture.gouv.fr/gedei/site/bo-agri/instruction-2018-79](http://info.agriculture.gouv.fr/gedei/site/bo-agri/instruction-2018-79)), le titulaire doit mettre en place les signalisations adéquates avertissant cumulativement que :

- l'accès au chantier est dangereux (ex : triangle rouge avec pictogramme de l'activité) ;
- le chantier est interdit au public (ex : rond rouge avec pictogramme accès interdit).

Cette signalisation doit être apposée :

- aux aires d'entreposage des bois ;
- à la première intersection de chaque voie d'accès (itinéraires routiers, pédestres, VTT, équitation...) en partant du chantier.

### **5.3. Exécution par émission de bons de commande**

#### **5.3.1 Passation des commandes**

Les commandes de prestations d'exploitation forestière sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes émis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire, dans les conditions prévues à l'article 3-1 des clauses générales d'achat de prestations d'exploitation forestière en forêt publique.

Pour proposer une commande, la personne en charge de l'exécution du présent marché ou son représentant contacte le titulaire par téléphone pour connaître sa disponibilité. Le résultat de l'échange est ensuite tracé par un courriel de confirmation.

Les propositions de commande, signées par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émises jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Les propositions de commande émises en fin de contrat pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des propositions de commande sera celle précisée au bon de commande.

L'envoi des bons de commande se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Dès lors, en cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception. Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

#### **5.3.2 Modification d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée. Les modalités d'indemnisation suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

#### **5.3.3 Suspension d'un bon de commande**

Les modalités de suspension d'un bon de commande sont régies par les dispositions de l'article 9.2.2 des CGA.

#### **5.3.4 Résiliation d'un bon de commande**

Les modalités de suspension d'un bon de commande sont régies par les dispositions de 11 des CGA.

### **5.4. Exécution par remise en concurrence des titulaires**

#### **5.4.1. Dispositions générales relatives aux marchés subséquents**

Les marchés subséquents sont attribués pendant la durée de validité de l'accord-cadre.



Cette exécution par remise en concurrence des titulaires est mise en œuvre dans les cas visés aux articles 3.4.1 et 3.4.2 ci-dessus.

#### **5.4.2. Termes non couverts par l'accord-cadre**

Le seul élément de l'accord-cadre pouvant être précisé par les marchés subséquents est le prix des prestations.

#### **5.4.3. Forme des marchés subséquents**

Les marchés subséquents pourront être ponctuels ou à bons de commande.

#### **5.4.4. Durée - délais d'exécution des marchés subséquents**

##### **a) Durée des marchés subséquents**

La durée de chaque marché subséquent sera indiquée dans le marché subséquent concerné. À défaut d'indication, sa durée sera équivalente à son délai d'exécution.

##### **b) Délai d'exécution des marchés subséquents**

Si le marché subséquent correspond à une commande ponctuelle, le délai d'exécution indiqué dans l'acte d'engagement du marché subséquent court à compter de la notification ce dernier.

Si le marché subséquent correspond à un marché à bons de commande, le délai d'exécution sera précisé dans chaque bon de commande émis.

Les modalités de computation des divers délais mentionnés à l'accord-cadre et aux marchés subséquents sont précisées à l'article 5.1.1 du présent CCATP.

##### **c) Prolongation du délai d'exécution des marchés subséquents**

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution.

#### **5.4.5. Modalités de conclusion des marchés subséquents**

##### **a) Engagement de la consultation**

Le pouvoir adjudicateur consultera tous les titulaires du lot considéré de l'accord-cadre *via* la plateforme de dématérialisation PLACE.

Le pouvoir adjudicateur enverra à chaque titulaire un dossier de consultation correspondant au cahier des charges du marché subséquent, identifiant le besoin ainsi que les modalités particulières d'exécution du marché subséquent, et les invitera à remettre une offre, dans un délai qui ne pourra pas être inférieur à sept jours calendaires, sauf cas d'urgence.

Cet envoi se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. En cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception. Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

##### **b) Critères d'attribution des marchés subséquents**

Le critère d'attribution des marchés subséquents est le prix. Les offres seront classées par ordre décroissant et l'offre la mieux classée sera retenue.

##### **c) Formalisme et attribution des marchés subséquents**

Chaque marché subséquent sera matérialisé par un acte d'engagement et l'offre financière du titulaire, notifiés par le pouvoir adjudicateur. Seuls les marchés subséquents, signés par le pouvoir adjudicateur et régulièrement notifiés, devront être honorés par le titulaire.

#### **5.4.6. Modifications des marchés subséquents**

Un marché subséquent peut être modifié ou annulé par l'ONF, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant d'attester la date de réception, dans les conditions suivantes :

- Si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation. Les frais en découlant sont à la charge du titulaire.

- Si la modification ou l'annulation est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF. Le titulaire doit justifier de la réalité de ces frais. Il remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification ou l'annulation d'un marché subséquent n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

### **5.5. Sollicitation exceptionnelle**

Dans l'hypothèse où le(s) titulaire(s) d'un lot du marché n'est (ne sont) pas disponible(s) et en mesure de satisfaire une commande de l'ONF, ou en cas de besoin ponctuel de renfort, le titulaire peut se voir confier des chantiers dans un autre périmètre géographique que celui du lot qui lui est attribué, sans toutefois excéder celui de la direction territoriale Grand-Est.

Le titulaire reste libre d'accepter ou de refuser cette commande. S'il y a un impact sur le prix, celui-ci sera fixé par marché subséquent.

### **5.6. Modalités de réception des prestations**

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues à l'article 5 des clauses générales d'achat.

### **5.7. Evaluation des chantiers**

Après chaque chantier, l'ONF évaluera la prestation du titulaire selon les quatre critères suivants :

- Conformité au cahier des charges
- Respect délai exécution
- Respect prescriptions fixées par CNPEF

L'évaluation faite sera communiquée au titulaire.

## **6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT**

### **6.1. Unité monétaire**

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

### **6.2. Forme et contenu des prix**

#### **6.2.1 Nature des prix**

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Les prix sont fixés au bordereau des prix unitaires de l'acte d'engagement de l'accord-cadre, ou le cas échéant dans le bordereau des prix unitaires du marché subséquent.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées :

- les prix unitaires indiqués à l'acte d'engagement de l'accord-cadre auxquels s'appliquent les éventuels critères de pondération des prix de base ;
- ou le cas échéant les prix unitaires indiqués au marché subséquent.

#### **6.2.2 Contenu des prix**

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

### **6.3. Variation dans les prix**

Les prix sont révisables dans les conditions prévues à l'article 2-2 des clauses générales d'achat des prestations d'exploitation forestière.

## **6.4. Modalités essentielles de paiement**

### **6.4.1 Avance**

Une avance pourra être accordée à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 6.2 des Clauses générales d'achat de prestations d'exploitation forestière.

### **6.4.2 Acomptes**

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le solde de l'accord-cadre sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre de l'accord-cadre, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

### **6.4.3 Facturation**

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de consultation : 2025-8692-002 ;
- les références du bon de commande afférent : (n° en 47xxxxxxx indiqué sur le bon de commande) ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

**Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.**

**Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Contractant » de l'acte d'engagement.**

### **6.4.4 Transmission des factures**

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro d'engagement juridique :  
Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 47XXXXXXX.
- Numéro d'identification :  
Le SIRET de la DT de l'ONF : 662043116 03798
- Numéro de service exécutant :  
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

### **6.4.5 Paiement des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire de l'accord-cadre joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

#### 6.4.6 Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 40 jours maximum.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

#### 6.4.7 Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

### 7 PENALITES

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues à l'article 8 des clauses générales d'achats de prestations d'exploitation forestière en forêt publique.

#### 7.1. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre.

#### 7.2. Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

### 8 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

## **9 ASSURANCE**

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

## **10 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

### **10.1. Travailleurs étrangers**

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

### **10.2. Travail clandestin**

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

### **10.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes**

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

### **10.4. Pièces et attestations à fournir**

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : [www.actradis.fr](http://www.actradis.fr).

## MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

### 11 - CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Les Clauses Techniques applicables aux travaux d'exploitation et de débardage sont constituées du Cahier National des Prescriptions d'Exploitation Forestière (CNPEF) et du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) qui règlementent les opérations d'exploitation et de débardage de bois façonnés effectués pour le compte de l'ONF ou des collectivités propriétaires.

La bonne exécution des présentes prescriptions est contrôlée par l'agent forestier responsable du suivi des travaux. Une prise de contact préalable, suivie d'une rencontre avec l'agent forestier responsable si ce dernier le juge nécessaire, est obligatoire avant le début des travaux.

#### DEFINITION DES PRINCIPAUX TERMES TECHNIQUES

Câblage : Action d'orienter la chute des arbres à l'aide d'un câble accroché en hauteur sur l'arbre et s'enroulant sur un treuil

Câblage de sécurité : le câblage de sécurité a vocation à préserver les équipements de type réseau aérien, bâtiments, routes revêtues ouvertes... à fort enjeu de sécurité (préservation des biens et des personnes). Le câblage le long de propriétés riveraines (clôtures, forêts riveraines...) ou à proximité de petits équipements (tables-bancs) n'entre pas dans cette catégorie mais dans la catégorie câblage technique. Pour ces derniers cas, le câblage reste une possibilité à la main de l'ETF pour les cas qu'elle juge indispensable et ne fera pas l'objet d'une rémunération horaire.

Câblage technique : le câblage technique est celui à réaliser pour préserver l'intégrité du bois à abattre, le peuplement en place (taches de semis, arbres de place, ...), des petits équipements (table-banc, barrière, sentier, ...). Il appartient au bûcheron / à l'ETF d'utiliser les moyens et techniques nécessaires pour réaliser cette opération, en particulier de recourir ou non au câble. Le prestataire a ainsi une obligation de résultat dans la réalisation du chantier, il est de sa responsabilité d'employer les moyens qu'il juge les plus appropriés. Une information sur les arbres à câbler pour des raisons techniques peut être donnée par le donneur d'ordre, mais elle reste indicative pour évaluer le chantier à réaliser, et n'est pas contractuelle.

Débardage : Action de déplacer les bois du lieu de leur exploitation au lieu de leur chargement sur camion

Traînage : Action de tirer à l'aide d'un tracteur les grumes attachées au bouclier et soulevées par une de leurs extrémités

Débusquage : Action de mener les produits façonnés du lieu d'abattage au lieu où ils seront pris en charge par les tracteurs de débardage

Vidange : Ensemble des opérations visant à libérer le sol forestier des produits façonnés

#### A – Définition et réalisation des prestations

##### A-1 Définition des prestations

- a) Prestation d'exploitation :
- Exploitation traditionnelle avec des ouvriers bûcherons
  - Bois de coupes de totalités
  - Cubage et classement des grumes selon procédure décrite dans la norme NF B 53-020. Pour le bois d'œuvre, les diamètres et les longueurs seront marqués sur les culées.

**Il est rappelé que la fourniture des plaquettes de numérotage est à la charge de l'entreprise, comme indiqué dans le bordereau des prix unitaires de son marché.**

- Câblage de sécurisation (heures d'ouvriers)

- b) Prestation de débardage :
- Débardage de grumes et de billons de grumes feuillues et résineuses.
  - Débardage de bois d'industrie en long.
  - Débardage de houppiers feuillus à destination de Bois Energie
  - Bois de coupes de totalités
  - Location de tracteur pour câblage (\*)

Le débardage simultané à l'exploitation sera privilégié dans les peuplements à fort risque d'encrouement ou nécessitant de nombreuses opérations de câblage.

- c) Prestation de façonnage des mètres cubes apparents
- Billonnage des bois en long
  - Fendage des billons
  - Empilage des quartiers

- d) Prestation d'exploitation mécanisée et mixte
- Abattage mécanisée des arbres à portée de grue
  - Abattage traditionnel par des ouvriers bûcherons des arbres hors de portée de la grue dans la direction des cloisonnements
  - Abattage traditionnel par des ouvriers bûcherons des arbres dont le diamètre est trop important pour être réalisé à l'abatteuse
  - Façonnage des grumes
  - Débusquage/débardage des grumes et billons
  - Tri bord de route par qualité
  - Cubage/classement des produits, numérotage
  - Câblage de sécurisation si nécessaire

#### Définition et facturation des heures de tracteur par nature :

- Opérations entrant dans le cadre de la prestation au m3 :
  - Désencrouage
  - Ouverture des lignes/chemins encombrés par les brins/tiges abattus pour éviter de les câbler
  - Opérations de remise en état définies dans le Règlement National d'Exploitation Forestière page 282 (bornes, barrières, nivelage des pistes et cloisonnements, chemins et routes...)

- Opérations horaires (hors sécurisation) sur ordre du prescripteur ONF :
  - Reprise de polder
  - Toutes autres opérations exceptionnelles sortant du cadre normal du débardage des bois et commandées par un prescripteur ONF

- Opérations horaires de sécurisation :  
Câblage/sécurisation défini ci-après (conducteur + engin)  
On entend par l'opération de câblage/sécurisation, l'action qui consiste à tirer un arbre dans la direction opposée d'une entité que nous voulons préserver (clôture, route...) à l'aide d'un câble treuillé par un tracteur.

Il s'agit de :

- mettre en place le câble pour le débardeur et effectuer une tension dans la direction souhaitée
- mettre à disposition des ouvriers afin de respecter la sécurité du chantier et des usagers (ex : arrêt de circulation momentanée...)

## **A-2 Réalisation des prestations**

Les prestations seront réalisées :

- Suivant les prescriptions particulières propres à chaque chantier et mentionnées sur la proposition de commande et/ou sur la fiche de chantier
- Conformément aux clauses techniques suivantes :



## a) Exploitation

### Consignes d'abattage :

Les arbres et brins désignés doivent être abattus de manière exhaustive. L'abattage d'arbres non désignés ne doit intervenir qu'après accord de l'agent ONF.

Les arbres seront abattus en direction des voies de vidange et de manière à minimiser les dégâts sur la régénération et sur les réserves, à l'abattage et lors du débusquage.

### Consignes particulières d'abattage en feuille :

Les coupes en feuille sont à réaliser lors des phases lunaires descendantes : calendrier fourni en annexe.

Les difficultés particulières liées aux coupes de feuillus en feuille sont les suivantes :

- Poids du houppier :
  - direction de chute plus difficile à atteindre
  - éclatement du tronc
  - vitesse de chute
- Visibilité réduite
  - chute de branches
  - tension des branches
  - distance de sécurité difficilement appréciable (visibilité du collègue)
  - obstacles masqués par la végétation
  - risque d'encrouer l'arbre
  - interférences liées à la présence du tracteur et de son câble

Avant de commencer le chantier, l'entreprise au regard de ces difficultés particulières jugera de l'opportunité de réaliser les travaux dans des conditions de sécurité satisfaisantes pour les ouvriers bûcherons et les conducteurs d'engin.

Seules les coupes validées par l'entreprise seront exploitées en feuilles :

- Adaptation de la technique d'abattage : (si nécessaire)
  - \* augmenter l'épaule
  - \* pratiquer la double mortaise ou double perçage avec talon
- Bonne préparation du ou des chemins de repli et du site d'abattage

Le débardage simultané à l'abattage est exigé.

### Consignes de façonnage :

Le façonnage des grumes sera effectué sur la coupe ou en bord de route. La découpe fin bout est fixée à 15 cm de diamètre sous écorce pour les grumes résineuses, 25 cm sur écorce pour les grumes feuillues et 7 cm sous écorce pour le bois d'industrie. Néanmoins, une découpe supplémentaire sur le parterre de la coupe pourra être demandée s'il y a un risque de traînage des bois sous la ligne, préjudiciable au sol. Les nœuds pourris, entre-écorces, loupes, broussins, fentes et trous d'abattage, gélivures, coups de foudres, pourritures molles, bleuissements, chancres, trous de vers, blessures cicatrisées, corps étrangers, guis... seront purgés, sur le parterre de la coupe ou sur la place de dépôt.

Chaque essence fait l'objet d'une fiche de consigne générique de façonnage et de classement. Ces fiches sont à respecter scrupuleusement.

### Nettoyage après coupe :

Les opérations de nettoyage après coupe sont à réaliser après le débardage et comprennent :

- le démontage sommaire des houppiers, qui doivent encore maintenir un effet d'encagement des brins sensibles à la dent du gibier ;
- le dégagement des branches de houppier gisant au sol et qui courbent les brins. Si les branches ne peuvent être déplacées ou si leur maintien est préférable pour la protection des brins, ces derniers seront redressés, au besoin en se servant des branches comme tuteur et protecteur ;
- le recépage des brins fortement endommagés, y compris en bordure des voies de vidange ;
- le dégagement des sentiers, fossés, cours d'eau et emprises de cours d'eau de tous rémanents d'exploitation ; la remise en état des limites. Les plaquettes et panneaux fixés sur des arbres marqués seront enlevés et déposés bien en vue sur la souche une fois l'arbre abattu.

## b) Débardage

Présentation des bois débordés :

- tous les bouts plaquetés (en général le GB) sur le même plan
- dénombrement des pièces débordées et inscription à la bombe du nombre par polder

Remise en état des lieux : préalablement au commencement du chantier, un état des lieux contradictoire sera établi. A la fin du chantier, l'évacuation de l'ensemble du matériel est exigée. Les voies d'accès, de vidange et de dépôt seront remis en état dans les délais prescrits par la personne responsable du suivi du marché. Les frais de remise en état du chantier sont à la charge de l'entrepreneur et seront le cas échéant déduits des sommes qui lui sont dues. Le non-respect de ces prescriptions techniques pourra entraîner la mise en oeuvre de pénalités.

Bois Energie :

Le débordage des houppiers pour le Bois Energie se fera de manière à stocker les bois de manière perpendiculaire par rapport au chemin. Une tolérance jusqu'à 45° par rapport au chemin pourra être admise au cas par cas.

Les bois ne devront en aucun cas empiéter sur la chaussée.

Engins :

Le matériel utilisé doit être adapté aux tâches à réaliser et en parfait état de fonctionner. Les engins employés sur le chantier doivent être conformes à la réglementation en vigueur, en particulier du point de vue des équipements de sécurité et des émissions polluantes et sonores. Ils doivent également être adaptés à la portance ou à la fragilité du milieu.

## c) Cubage - classement

Le cubage des grumes exploitées se réalise selon la procédure décrite dans la norme **NF B 53-020**. La restitution du cubage des pièces est demandée sous la forme d'un masque de saisie sous Excel avec les informations suivantes :

- Entreprise
- Triage
- Parcelle
- Essence (code ONF en 3 lettres ou dénomination entière)
- Couleur plaquette
- Qualité (A, B, C, D, I)
- N° de pièce
- Longueur (en m) : L
- Diamètre médian (en cm) : D

Les tableaux de restitution devront être envoyés par mail au Responsable de l'exploitation (prescripteur de la commande) par mail dont la structure est la suivante : [prénom.nom@onf.fr](mailto:prénom.nom@onf.fr) (minuscule sans accents). Ses coordonnées figurant sur la fiche de chantier.

## d) Façonnage des mètres cubes apparents

Les quartiers de plus de 20 cm et les rondins de plus de 18 cm seront fendus.

Les stères sont à empiler le long de chemins carrossables ou sur place de dépôt définie.

Les bois de même dimension, essence et catégorie, seront empilés en forme de parallélépipède à faces verticales dont la hauteur sera de 1 m et la longueur un multiple de 1 m sans fraction.

Pour tenir compte du tassement, il sera donné une sur-mesure de 4% soit 4 cm pour 1 m, à la hauteur des piles, constatables lors de la réception.

Chaque pile sera dressée entre deux piquets fournis par le prestataire, enfoncés de 30 cm au moins et reliés en leur milieu par des ficelles en chanvre. Si nécessaire, les piles seront édifiées sur des sous-traites.

Sur les pentes, les piquets seront étayés. Deux piles voisines ne pourront avoir un piquet en commun. Les bois seront empilés de manière à ce que le volume final comporte un minimum de vides et que les parois verticales formées par les sections soient aussi planes que possible. Une bûche de forte dimension sera maintenue en saillie pour le numérotage. Les piles devront être réalisées de façon à éviter leur glissement ou effondrement. Toute pile qui viendrait à s'écrouler avant la réception sera remise en place par l'entreprise qui l'a dressée, sans rémunération supplémentaire.

Les piles seront disposées en ligne droite et autant que possible sur terrain plat, de préférence parallèlement au chemin de vidange ; à défaut, elles seront perpendiculaires, et en laissant entre elles l'espace nécessaire à la circulation. Les piles ne devront pas être disposées sur des souches ou à travers des creux, ni appuyées aux arbres.

La plus belle face des piles sera dirigée vers les chemins d'accès

Le prestataire devra respecter la répartition du nombre de stères par rôle qui lui aura été donnée par le responsable du lot. Il devra indiquer à la peinture le nombre de stères dans le rôle.

Les chemins devront être libérés de tout produit.

Un dénombrement des quantités produites par chantier sera adressé par tout support au responsable du lot (cf. tableau de répartition des lots).

#### e) Signalisation et signalement

Conformément à l'article R. 718-27 du code rural et de la pêche maritime, le titulaire doit signaler le chantier à l'inspection du travail et en mairie si le volume fait plus de 500 m<sup>3</sup> en mécanisé ou 100 m<sup>3</sup> en manuel, au regard de la réglementation sur le travail dissimulé. Il doit par la suite déposer un panneau avec le nom, la dénomination sociale de l'entreprise et son adresse.

Conformément aux articles R. 717-77 à R. 717-85 du code rural et de la pêche maritime et à l'instruction technique SG/SAFSL/SDTPS/2018-79 du 26/01/2018 relatives aux règles d'hygiène et de sécurité sur les chantiers forestiers et sylvicoles ([info.agriculture.gouv.fr/gedei/site/bo-agri/instruction-2018-79](http://info.agriculture.gouv.fr/gedei/site/bo-agri/instruction-2018-79)), le titulaire doit mettre en place les signalisations adéquates avertissant cumulativement que :

- l'accès au chantier est dangereux (ex : triangle rouge avec pictogramme de l'activité) ;
- le chantier est interdit au public (ex : rond rouge avec pictogramme accès interdit).

Cette signalisation doit être apposée :

- aux aires d'entreposage des bois ;
- à la première intersection de chaque voie d'accès (itinéraires routiers, pédestres, VTT, équitation...) en partant du chantier.

A l'issue de la journée de travail, pistes et routes forestières seront entièrement dégagées.

L'entreprise a la charge d'obtenir toutes autorisations (y compris DICT pour ouvrages spécifiques) et de remplir les déclarations préalables obligatoires ; en cas de présence de sentiers de randonnée balisés notamment par le Club Vosgien et de circuits VTT (identifiés dans le PDIPR) il devra prendre toutes les mesures de signalement et de sécurité nécessaires (et prévoir des remises en état particulièrement soignées). Une copie de ces autorisations est à transmettre à l'agent patrimonial.

#### f) Respect du milieu naturel forestier

- Protection des semis, plants et jeunes bois

L'exploitant et le débardeur doivent respecter les jeunes bois, les plants et semis en se conformant strictement aux prescriptions du Cahier National des Prescriptions d'Exploitation Forestière (CNPEF) et notamment aux articles 3-1, 3-2 et 3-4, aux clauses particulières (et aux consignes données par l'agent). Ils sont responsables des dégâts qu'ils occasionnent, en dehors des cloisonnements d'exploitation ou des itinéraires désignés, aux semis, plants et jeunes bois d'un diamètre à 1,30 m du sol inférieur à la catégorie 15 cm, lorsque les dégâts sont dus à l'inobservation des prescriptions du Cahier des Charges.

- Protection des arbres réservés (art. 3.1 du CNPEF)

Le débardeur est tenu de respecter tous les arbres réservés. Il doit leur éviter tout dommage et notamment, à l'occasion des opérations de débusquage et de traînage, le décollement de l'écorce à la patte. Lorsque des arbres réservés d'un diamètre supérieur ou égal à la catégorie 15 cm sont endommagés ou blessés du fait du débardage, le débardeur paie une indemnité en réparation du dommage subi.

- **Maintien en état des voies utilisées pour la vidange (art. 4.2.3 du CNPEF)**

Sauf dispositions contraires stipulées au contrat de débardage, pendant toute la durée des travaux de débardage et, le cas échéant, conformément aux indications de l'agent technique responsable du suivi des travaux, le débardeur doit :

- maintenir la possibilité de circuler sur les routes et chemins forestiers en n'y apportant notamment aucune entrave durable à la circulation, et remettre en état si nécessaire la bande de roulement
- garder en état de fonctionnement leurs saignées ou renvois d'eau, fossés ou tout ouvrage d'écoulement des eaux
- maintenir en état de service les panneaux de signalisation et autres équipements d'aménagement de la circulation, dont il assurera le remplacement en cas de destruction

Cette maintenance est limitée aux seuls effets directs du débardage à l'exclusion de ceux qui résultent de causes naturelles ou du fait des tiers. S'il provoque aux routes et chemins forestiers et à leurs accessoires des dégâts résultant d'un usage abusif, le débardeur doit, avant l'expiration du délai fixé pour les opérations de débardage, effectuer ou faire effectuer les réparations de ces dégâts.

- **Maintien en état des équipements de la coupe**

Sauf dispositions contraires stipulées au contrat de débardage, pendant toute la durée des travaux, le débardeur doit maintenir libres et en état de fonctionnement les laies séparatives de coupes, les fossés, les drains et CCTP Exploitation-débardage N° 2022-8630-001 6/6 tous ouvrages d'écoulement des eaux en les débarrassant au fur et à mesure des bois et matériaux qui y seraient tombés du fait du débardage.

Il doit respecter les bornes et signes divers de limite (de parcellaire ou de propriété).

Il doit également maintenir en état de fonctionnement les équipements cynégétiques ou touristiques (cf. art. 2.4.7 du CNPEF) qui lui seront signalés par l'agent technique responsable du suivi des travaux.

Il doit enfin, en cas de dommages causés aux engrillagements (cf. art. 3.3 du CNPEF), effectuer sur le champ les réparations provisoires qui sont nécessaires pour leur permettre de remplir leur fonction et en informer l'Agent Patrimonial responsable de la coupe.

- **Protection de l'environnement**

Protection des cours d'eau, mares, mardelles, zones humides, ravines : article 2.2 du CNPEF.

Il est indispensable de respecter la réglementation en matière de cours d'eau et de zones humides. En particulier, tout franchissement de cours d'eau par un engin (quel que soit le mode de franchissement : passage à gué, ouvrage temporaire, etc...), sans autorisation obtenue préalablement (demande faite par l'entreprise en charge de l'exploitation et/ou du débardage) auprès de l'autorité administrative départementale, constitue une infraction du Code de l'Environnement (art. L214-1 et suivants, L432-3). Le dépôt de rémanents d'exploitation dans le lit d'un cours d'eau est également interdit.

- **Divers**

Conformément à l'article 5.1.3 du CNPEF il est interdit :

- d'abandonner sur le parterre de la coupe des pièces mécaniques de même que leur emballage
- de déverser de l'huile de vidange ou tout carburant en forêt

- **Pénalités et indemnités :**

Tout non-respect des prescriptions du Code Forestier, des clauses du CNPEF, ou des clauses particulières pourra donner lieu à l'application des pénalités et indemnités prévues dans le Code Forestier et des clauses générales d'achat rattachées à ce marché.

#### g) **Respect des normes environnementales**

L'ONF attend de tous ses cocontractants et titulaires de services, qu'ils exécutent leurs obligations contractuelles dont certaines sont liées à ses engagements environnementaux. Il leur est demandé d'apporter une attention soutenue aux stipulations du présent marché et aux clauses particulières, instituant des obligations inhérentes à la protection de l'environnement, garantissant ainsi le respect de la réglementation environnementale en vigueur et de la certification PEFC.

Le cocontractant reconnaît être informé de cette exigence et il s'engage à en informer ses salariés, fournisseurs, titulaires et sous-traitants divers susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'exécution de ce marché le liant à l'ONF.

Le milieu naturel (peuplement, sol ...) et en particulier les périmètres signalés (captages d'eau, milieux remarquables : flore, habitat ...) doivent être scrupuleusement respectés.

L'évacuation des déchets résultants de l'exécution des prestations ou travaux (contenants d'huile, de carburant...) est à la charge de l'entreprise. Aucune incinération, ni dépôt, sur ou à l'abord du chantier n'est

acceptée. Les éléments végétaux ou minéraux (terre, ...) souillés par des hydrocarbures doivent également être évacués dans des récipients étanches.

## **B – Modalités d'exécution de la prestation**

### Commande de travaux

Les exigences et les modalités de commande administratives sont précisées dans l'article 5 du présent CCATP.

En termes d'organisation du chantier, le titulaire doit se conformer aux directives données par l'agent patrimonial responsable de la coupe, inscrites sur la fiche de chantier faisant office de plan de prévention en cas d'intervention simultanée des bûcherons.

Dans le cas particulier de travaux urgents (câblage d'arbres dangereux), le titulaire pourra être sollicité par simple appel téléphonique du conducteur de travaux ou du Responsable de l'exploitation. Il s'engage à intervenir dans les meilleurs délais.

Conformément à l'article 4 (*Prestations imprévues*) des Clauses générales, le titulaire ne pourra de sa seule initiative exécuter des prestations complémentaires à celles prévues sur le bon de commande (dépassement en volume ou en nombre d'heures...), sans requérir au préalable l'accord écrit du responsable du suivi de l'exécution du marché. Cet accord pourra prendre la forme d'un bon de commande complémentaire, ou d'un courriel du responsable du suivi de l'exécution du marché.

Conformément à l'article 5 (*Réception des prestations*) des Clauses générales, la réception des prestations exécutées donnera lieu à un constat contradictoire relatif à la nature, la quantité et la qualité apparente des prestations réalisées. La mise en paiement des factures est conditionnée par la production de ce constat contradictoire.

**Remarque importante : Tout chantier commencé ne devra pas être interrompu avant sa réalisation complète, sauf autorisation de l'ONF, ou cas de force majeure.**

### Délai d'exécution

Les travaux pourront commencer dès la notification du marché.

Le délai d'exécution de chaque intervention est fixé selon la règle suivante : chaque bon de commande sera établi par la personne responsable du suivi de l'exécution du marché pour une ou plusieurs coupes (ou partie de coupes) à réaliser, et notifié à l'entrepreneur qui devra commencer les travaux à la date fixée. Il devra mettre en oeuvre les moyens nécessaires pour une réalisation satisfaisante et dans les délais impartis sur le bon de commande.

### Bordereau des prix unitaires :

Les prix applicables au présent marché sont précisés aux bordereaux de prix annexés aux actes d'engagement, complétés et signés par le titulaire.

Le volume pris en compte est le volume calculé par application de la norme NF B53-020 (décembre 2010).

Le volume utilisé provient d'une estimation réalisée sur la base des informations collectées lors du martelage.

### Conversion contractuelle des unités :

Pour les résineux le volume utilisé sera le volume sous écorce. Ce volume sera obtenu par soustraction du volume cubé sur écorce en appliquant les pourcentages suivants :  
9% Epicéa (EPC), 11% Sapin (SAP), 16% Pin sylvestre (PS), 18% Douglas (DOU) et Mélèze (MEL).

Par ailleurs :

- 1 m3 apparent (ancien stère) = 0,65 m3 (mètre cube). Il s'applique pour les bois fendus et empilés en 1 mètre.
- 1 Tonne réelle verte = 1 m3
- 1m3 feuillu = 0,6 tatro (tonne atro)
- 1m3 résineux = 0,5 tatro

Le montant de la rémunération de la prestation (R) se calculera comme suit (le PU comprend toutes les prestations nécessaires à la mise à disposition des bois bord de route) :

- Exploitation mécanisée (abattage/façonnage/débardage/cubage-classement/Sécurisation) :

$R = \text{prix unitaire du bordereau} \times \text{volume total cubé dans la coupe.}$

- Prestations commandées pour les marchés subséquents :

$R = \text{PU} \times \text{volume total cubé dans la coupe.}$

- Les offres et les prix proposés par l'entreprise s'appliquent pour les feuillus comme pour les résineux, aux grumes non écorcées mais avec décote d'écorce pour les résineux, selon les pourcentages précisés ci-avant, aussi bien en ce qui concerne les grumes de bois d'œuvre que les bois d'industrie en long résineux (il n'y a donc pas de majoration pour les résineux à débarder non écorcés, cubés sous écorce).